

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

13 FÉVRIER 1980

PROJET DE LOI relatif aux tribunaux de police

I. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. EVERS

Art. 45

1) Remplacer le n° 25 par ce qui suit :

« 25. à Eupen.

Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire du canton d'Eupen. »

2) Insérer un n° 25bis, libellé comme suit :

« 25bis. à Saint-Vith.

Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire du canton de Saint-Vith. »

JUSTIFICATION

La configuration territoriale et l'étendue de la région de langue allemande, la difficulté dans les moyens de transport publics et la situation frontalière justifient entièrement le maintien d'un tribunal de police dans le sud des cantons à Saint-Vith.

Art. 47

1) En regard du siège d'Eupen :

- a) dans la colonne « juges » inscrire le chiffre « 1 »;
- b) dans la colonne « greffiers » inscrire le chiffre « 1 »;
- c) dans la colonne « commis-greffiers » inscrire le chiffre « 1 ».

Zie :

406 (1979-1980) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N°s 2 tot 4 : Amendementen.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

13 FEBRUARI 1980

WETSONTWERP betreffende de politierechtbanken

I. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER EVERS

Art. 45

1) Nummer 25 vervangen door wat volgt :

« 25. te Eupen.

Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het kanton Eupen. »

2) Een n° 25bis invoegen, luidend als volgt :

« 25bis. te Sankt-Vith.

Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het kanton Sankt-Vith. »

VERANTWOORDING

De territoriale ligging en de uitgestrektheid van het Duitstalige gewest, de moeilijke verbindingen van het openbaar vervoer en de ligging aan de grens wettigen ten volle het behoud van een politierechtbank in het zuiden van de Oostkantons te Sankt-Vith.

Art. 47

1) Tegenover de zetel Eupen :

- a) in de kolom « rechters » het cijfer « 1 » plaatsen;
- b) in de kolom « griffiers » het cijfer « 1 » plaatsen;
- c) in de kolom « klerken-griffiers » het cijfer « 1 » plaatsen.

Voir :

406 (1979-1980) :

- N° 1 : Projet de loi.
- Nos 2 à 4 : Amendements.

2) En regard du siège de « Saint-Vith » (nouveau) insérer dans les colonnes respectives, « 1 juge », « 1 greffier en chef », « 1 greffier » et « 1 commis-greffier ».

JUSTIFICATION

Les cadres prévus au projet sont absolument insuffisants.

Art. 56

Remplacer le texte de ce article par ce qui suit :

« L'article 17 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

Devant les tribunaux de police d'Eupen et de Saint-Vith, la procédure est faite en allemand, à moins que l'inculpé comparaisant en personne et sans l'assistance d'un conseil et qui ne connaît que le français ou s'exprime plus facilement dans cette langue, ne demande, dans les formes indiquées à l'article 16, que la procédure soit poursuivie en français. »

JUSTIFICATION

Il n'y a aucune raison de refuser aux prévenus francophones qui désirent se défendre eux-mêmes le droit d'être jugés dans leur langue.

Dans ce cas, il est inutile de renvoyer la cause devant un autre tribunal, ce qui entraîne toujours des retards et des frais de déplacement supplémentaires. Le droit des prévenus germanophones de demander à des juridictions francophones ou néerlandophones le renvoi devant le tribunal de langue allemande le plus proche de leur domicile est réglé par le nouvel article 23 de la loi du 15 juin 1935, telle qu'elle sera modifiée par le présent projet de loi.

Art. 59

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« L'article 5, § 1, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

§ 1. *Devant les justices de paix et les tribunaux de police d'Eupen et de Saint-Vith, l'acte introductif d'instance est rédigé en allemand et la procédure est poursuivie dans cette langue, à moins que le défendeur comparaisant en personne et sans l'assistance d'un conseil ne demande que la procédure soit poursuivie en français.*

Le juge statue sur-le-champ. Il peut refuser de faire droit à la demande si les éléments de la cause établissent que le défendeur a une connaissance suffisante de la langue employée pour la rédaction de l'acte introductif d'instance.

La décision du juge doit être motivée; elle n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel; elle est exécutoire sur minute et avant enregistrement, sans autre procédure ni formalité.

Le prononcé de la décision, même en l'absence des parties, vaut signification. »

JUSTIFICATION

Voir la justification de l'amendement à l'article 56. La réciprocité devra être assurée dans le cadre de la réforme de la loi du 15 juin 1935.

Art. 61

Compléter comme suit le texte de cet article :

« ... et du tribunal de police de Saint-Vith ».

A. EVERS

2) Tegenover de zetel « Sankt-Vith » (nieuw) in de respectieve kolommen de woorden « 1 rechter », « 1 hoofdgriffier », « 1 griffier » en « 1 klerk-griffier » invoegen.

VERANTWOORDING

De in het ontwerp vastgestelde personeelsformaties zijn absoluut ontoereikend.

Art. 56

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 17 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

Voor de politierechtbanken te Eupen en te Sankt-Vith wordt de rechtspleging in het Duits gevoerd, tenzij de verdachte, die in persoon verschijnt en zich door geen raadsman laat bijstaan en die alleen Frans kent of zich gemakkelijker in die taal uitdrukt, in de in artikel 16 aangegeven vorm verzoekt dat de rechtspleging in het Frans wordt voortgezet. »

VERANTWOORDING

Er is geen enkele reden om aan de Franstalige beklaagden die zichzelf wensen te verdedigen, het recht te ontzeggen in hun taal te worden berecht.

In dat geval is het niet nodig de zaak naar een andere rechtbank te verwijzen, hetgeen altijd vertraging en bijkomende reiskosten met zich brengt. Het recht van de Duitstalige beklaagden om aan Franstalige of Nederlandstalige rechtbanken te vragen dat hun zaak naar de Duitstalige rechtbank wordt verwezen die het dichtst bij hun woonplaats is gelegen, is geregeld bij het nieuwe artikel 23 van de wet van 15 juni 1935 zoals dat bij dit wetsontwerp wordt gewijzigd.

Art. 59

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Artikel 5, § 1, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 1. *Voor de vredegerichten en de politierechtbanken te Eupen en te Sankt-Vith wordt de akte van rechtsingang in het Duits gesteld en wordt de rechtspleging voortgezet in die taal, tenzij de verweerder, die in persoon en zonder de bijstand van een raadsman verschijnt, vraagt dat ze in het Frans wordt voortgezet.*

De rechter doet op staande voet uitspraak. Hij kan de vraag verwerpen, indien uit de elementen van de zaak blijkt dat de verweerder een toereikende kennis bezit van de taal die gebruikt is in de akte van rechtsingang.

De beslissing van de rechter moet met redenen omkleed zijn; zij is niet vatbaar voor verzet noch voor beroep en is uitvoerbaar op de minuut en vóór de registratie, zonder enige andere rechtspleging of vereiste.

De uitspraak van de beslissing geldt als betekening, zelfs in geval van afwezigheid van de partijen. »

VERANTWOORDING

Zie de verantwoording van het amendement op artikel 56. De wederkerigheid moet gewaarborgd zijn in het kader van de herziening van de wet van 15 juni 1935.

Art. 61

De tekst van dit artikel aanvullen als volgt :

« en de politierechtbank te Sankt-Vith ».

II. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS

PAR M. VAN CAUWENBERGHE

Art. 4bis (nouveau)

Insérer un article 4bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 4bis. — Dans les articles 187, 1^{er}, 2^e et 5^e alinéas, 188, premier alinéa, 203, § 1, 208, deuxième alinéa, 373, premier et quatrième alinéas, 422, 423, premier alinéa, 465, premier et troisième alinéas et 467 du même Code, les mots "dix jours" sont remplacés chaque fois par les mots "quinze jours". »

JUSTIFICATION

Depuis longtemps, tant les avocats que les compagnies d'assurances ainsi que les services des greffes et parquets constatent que les délais de recours, d'une manière générale, et le délai d'appel en particulier, sont trop courts.

Les conseils des parties, notamment, doivent en référer soit à leurs clients, justiciables ou compagnies d'assurances intéressées, après avoir obtenu le dispositif des décisions concernées ou parfois après avoir dû solliciter copie de celles-ci afin d'éclairer complètement et parfaitement leurs clients sur l'opportunité d'un recours en appel. Un délai de dix jours est unanimement considéré comme étant trop court.

L'occasion se présente ici d'apporter une solution à ce qui correspond depuis longtemps à un souhait général, en apportant au présent projet les modifications nécessaires pour allonger ces délais de recours.

Art. 4ter (nouveau)

Insérer un article 4ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 4ter. — L'article 205 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

Art. 205. — Le ministère public près le tribunal ou la cour qui doit connaître de l'appel devra, à peine de déchéance, notifier son recours soit au prévenu, soit à la partie civilement responsable du délit ou de l'infraction, dans les vingt-cinq jours à compter de la prononciation du jugement. L'exploit contiendra assignation dans les soixante jours à compter de la même époque. »

JUSTIFICATION

Le ministère public est tenu de signifier l'appel aux parties. Dans la pratique et surtout lorsqu'il s'agit de notifier dans des arrondissements éloignés, il se révèle depuis toujours que ce délai de cinq jours, laissé en définitive au parquet, à la fois pour décider de son propre appel et pour la notification des recours aux parties, se révèle lui aussi trop court. Il apparaît donc qu'un délai de dix jours supplémentaires à celui réservé aux parties soit nécessaire, ce qui porte le délai prévu de 15 à 25 jours à compter de la prononciation du jugement.

D'autre part, l'assignation dans un délai de quarante jours à compter du prononcé du jugement se révèle, elle aussi, inopérante, en ce sens que, neuf fois sur dix, à cause d'un rôle surchargé, la chambre d'appel saisie est quand même tenue de reporter l'affaire à une date ultérieure.

Enfin, il apparaît nécessaire d'insérer les termes « ou de l'infraction » immédiatement après le mot « délit » dans le même article, étant donné la compétence nouvelle attribuée au tribunal de police.

Art. 4quater (nouveau)

Insérer un article 4quater (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 4quater. — L'article 209 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

II. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD

DOOR DE HEER VAN CAUWENBERGHE

Art. 4bis (nieuw)

Een artikel 4bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 4bis. — In de artikelen 187, eerste, tweede en vijfde lid, 188, eerste lid, 203, § 1, 208, tweede lid, 373, eerste en vierde lid, 422, 423, eerste lid, 465, eerste en tweede lid, en 467 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "tien dagen" telkens vervangen door de woorden "vijftien dagen". »

VERANTWOORDING

Sinds lang constateren zowel de advocaten als de verzekeringsmaatschappijen en de diensten van de griffies en parketten dat de termijnen van beroep in het algemeen en de termijn van hoger beroep in het bijzonder, te kort zijn.

De raadslieden van de partijen moeten daar met name verslag van uitbrengen bij hun cliënten, rechtzoekenden of betrokken verzekeringsinstellingen, na het beschikkend gedeelte van de bedoelde beslissingen te hebben ontvangen of soms na een afschrift daarvan te hebben moeten aanvragen om hun cliënten zo goed en volledig mogelijk voor te lichten omtrent de vraag of het geraden is in hoger beroep te gaan. Een termijn van tien dagen wordt dan ook algemeen als te kort aangezien.

De gelegenheid wordt hier geboden om een oplossing te vinden voor wat sinds lang aan een algemene wens beantwoordt, door in dit ontwerp de nodige wijzigingen aan te brengen om de termijnen van beroep te verlengen.

Art. 4ter (nieuw)

Een artikel 4ter (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 4ter. — Artikel 205 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 205. — Het openbaar ministerie bij het hof of de rechtbank die van het beroep kennis moet nemen, moet, op straffe van verval, binnen vijftientig dagen te rekenen van de uitspraak van het vonnis zijn beroep betekenen, hetzij aan de beklaagde, hetzij aan de voor het misdrijf of de overtreding burgerrechtelijk aansprakelijke partij. Het exploit bevat dagvaarding binnen zestig dagen te rekenen van hetzelfde tijdstip. »

VERANTWOORDING

Het openbaar ministerie moet zijn beroep aan de partijen betekenen. In de praktijk, en vooral wanneer het gaat om een betekening in afgelegen arrondissementen, is steeds gebleken dat die termijn van vijf dagen waarover het parket uiteindelijk beschikt om te beslissen over zijn eigen beroep en om het beroep aan de partijen te betekenen, te kort uitvalt. Bijgevolg blijkt dat een termijn van tien bijkomende dagen bij degene waarover de partijen beschikken, noodzakelijk is, zodat de termijn van vijftien op vijftientig dagen wordt gebracht, te rekenen vanaf de uitspraak van het vonnis.

Voorts blijkt de vastlegging van de termijn van veertig dagen te rekenen vanaf de uitspraak van het vonnis eveneens ontoereikend, in die zin dat negen van de tien keer de kamer van beroep wegens een overbelaste rol zich verplicht ziet de zaak naar een latere datum te verschuiven.

Ten slotte blijkt het noodzakelijk de termen « of de overtreding » onmiddellijk na het woord « misdrijf » in hetzelfde artikel in te voegen, gelet op de nieuwe bevoegdheid die aan de politierechtbanken wordt verleend.

Art. 4quater (nieuw)

Een artikel 4quater (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 14quater. — Artikel 209 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 209. — L'appel sera jugé à l'audience, dans le mois s'il s'agit d'un opposant détenu, dans les deux mois dans les autres cas, sur un rapport fait par l'un des juges. »

JUSTIFICATION

Cet amendement est proposé pour les mêmes raisons que celles invoquées en ce qui concerne les appels des jugements prononcés par le tribunal de police et portés devant les chambres correctionnelles.

Il se révèle inopérant de prévoir qu'un appel porté devant la cour sera « jugé dans le mois », les rôles trop encombrés obligeant à des remises à dates ultérieures.

Au surplus, la disposition relative à ce délai d'un mois n'a qu'une portée réglementaire; son observance n'entraîne aucune nullité (Cass., 27 mars 1961, Pas., p. 823).

Art. 4quinquies (nouveau)

Insérer un article 4quinquies (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 4quinquies. — Dans l'article 413, dernier alinéa du même Code, les mots " du dixième jour " sont remplacés par les mots " du quinzisième jour ". »

JUSTIFICATION

Il s'agit également ici d'unifier les délais et de prévoir un délai plus long, nécessaire aux parties pour juger de l'opportunité des recours y compris le recours en cassation.

Art. 9 à 15

Supprimer ces articles.

Art. 12bis (nouveau)

Insérer un article 12bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 12bis. — L'article 591 du même Code est complété par un 19°, libellé comme suit :

19° de toute demande civile relative à la réparation d'un dommage résultant d'un accident de roulage dans un lieu public et fondée soit sur les articles 418, 419 et 420 du Code pénal, soit sur une infraction aux lois et règlements sur la circulation routière, soit sur les articles 1382 à 1386bis du Code civil. »

JUSTIFICATION

La réforme envisagée entraînera déjà suffisamment de bouleversements sur le plan pénal qu'il ne paraît pas nécessaire, ni opportun d'ajouter une compétence civile propre aux tribunaux de police.

Il n'est, en effet, nullement démontré que des actions civiles en matière de roulage traitées actuellement par les juges de paix, les tribunaux de première instance ou ceux de commerce représentent à ce point un nombre important d'affaires qu'il faille les faire « glisser » vers le tribunal de police.

En réalité, le tribunal de police est un tribunal pénal. Lui donner une compétence purement civile, en surplus *rationae summae* illimitée, impliquera une restructuration des greffes en fonction de cet objectif.

En outre, l'adaptation du Code judiciaire à cette nouvelle compétence à des tribunaux de police pose un ensemble de questions auxquelles le projet n'apporte aucune réponse et entraînera une modification complète des structures actuelles du Code judiciaire.

Art. 209. — Over het hoger beroep wordt binnen een maand uitspraak gedaan ter terechtzitting wanneer de eiser is aangehouden en binnen twee maanden in de andere gevallen, op een door een van de rechters uitgebracht verslag. »

VERANTWOORDING

Dit amendement wordt voorgesteld om de redenen die reeds eerder werden aangehaald betreffende hoger beroep tegen vonnissen die door de politierechtbank zijn uitgesproken en voor de correctionele kamers zijn gebracht.

Het blijkt niet afdoende te bepalen dat een hoger beroep voor het hof binnen een maand wordt behandeld, aangezien de rollen zo overbelast zijn dat men ertoe verplicht is de behandeling naar een latere datum te verwijzen.

Bovendien heeft de bepaling betreffende die termijn van één maand slechts een regelende betekenis; niet-naleving ervan heeft geen enkele nietigheid tot gevolg (Cass., 27 maart 1961, Pas., blz. 823).

Art. 4quinquies (nieuw)

Een artikel 4quinquies (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 4quinquies. — In artikel 413, laatste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden " de tiende dag " vervangen door de woorden " de vijftiende dag ". »

VERANTWOORDING

Ook hier gaat het erom de termijnen eenvormig te maken en te voorzien in een langere termijn die nodig is om de partijen in staat te stellen over de opportuniteit van een beroep, met inbegrip van een cassatieberoep, te oordelen.

Art. 9 tot 15

Die artikelen weglaten.

Art. 12bis (nieuw)

Een artikel 12bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 12bis. — Artikel 591 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met een 19°, luidend als volgt :

19° van alle burgerlijke eisen tot herstel van de schade die voortvloeit uit een verkeersongeluk op een openbare plaats, welke steunen op de artikelen 418, 419 en 420 van het Strafwetboek, of op een overtreding van de wetten en verordeningen op het wegverkeer, of op de artikelen 1382 tot 1386bis van het Burgerlijk Wetboek. »

VERANTWOORDING

De voorgestelde hervorming zal het strafrecht al genoeg in de war brengen, zodat het niet nodig is de politierechtbanken er nog een eigenlijk burgerrechtelijke bevoegdheid bij te geven.

Het is immers geenszins bewezen dat de burgerlijke vorderingen inzake wegverkeer, die thans door de vrederechters, de rechtbanken van eerste aanleg of de handelsrechtbanken worden behandeld, een zo groot aantal zaken betreffen, dat men ze naar de politierechtbanken moet « afschuiven ».

De politierechtbank is inderdaad een strafgerecht. Als men die rechtbank een louter burgerrechtelijke bevoegdheid geeft, die bovendien onbeperkt is *ratione summae*, impliceert zulks een herstructurering van de griffies overeenkomstig dat doel.

Bovendien worden door de aanpassing van het Gerechtelijk Wetboek aan die nieuwe bevoegdheid van de politierechtbanken een aantal vragen opgeroepen die het ontwerp onbeantwoord laat; die aanpassing zal de huidige structuur van het Gerechtelijk Wetboek volledig wijzigen.

Faire glisser cette compétence civile vers les justices de paix — pas plus encombrées que les tribunaux de police — et disposant déjà d'une structure dans les règles de la procédure civile, éviterait l'enchaînement de toutes les modifications du Code judiciaire et d'organisation judiciaire que les articles 9 à 15 du projet impliquent.

Art. 14bis (nouveau)

Insérer un article 14bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 14bis. — Dans l'article 670, second alinéa, du même Code, les mots "au juge de paix ou au tribunal de police" sont remplacés par les mots "au bureau du tribunal de police ou au juge de paix". »

JUSTIFICATION

Il apparaît que la grande importance des litiges qui seront désormais de la compétence des tribunaux de police et le montant des demandes en dommages-intérêts sur lesquelles ils devront statuer tant sur le plan pénal (par constitution de partie civile ou citation directe) qu'en matière civile pure, requiert la création d'un bureau d'assistance auprès de ces tribunaux de police, nouveau régime.

On comprendrait mal, en effet, que toute la procédure actuellement prévue pour accorder ou refuser le bénéfice de l'assistance judiciaire devant les seuls tribunaux de première instance, du travail et du commerce, ne soit pas désormais exigée également lorsqu'il s'agit d'un litige soumis au tribunal de police nouveau (voir les articles 675 et suivants du Code judiciaire).

Art. 14ter (nouveau)

Insérer un article 14ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 14ter. — Dans l'article 675, 1^{er} alinéa, du même Code, entre les mots "le tribunal de commerce" et les mots "le requérant" sont insérés les mots "et le tribunal de police". »

JUSTIFICATION

Voir la justification de l'amendement insérant un article 14bis (nouveau).

Art. 14quater (nouveau)

Insérer un article 14quater (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 14quater. — Dans l'article 688, 1^{er} alinéa, du même Code, les mots "lorsqu'il s'agit d'une décision du juge de paix" sont remplacés par les mots "lorsqu'il s'agit d'une décision du juge de paix ou lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en premier degré de juridiction par le bureau d'assistance judiciaire d'un tribunal de police." »

JUSTIFICATION

Cet amendement découle de celui insérant un article 14bis (nécessité de créer un bureau d'assistance judiciaire près les tribunaux de police, nouveau régime).

Art. 14quinquies (nouveau)

Insérer un article 14quinquies (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 14quinquies. — Dans l'article 690, premier alinéa du même Code, les mots "dans les dix jours du prononcé" sont remplacés par les mots "dans les quinze jours du prononcé". »

Door die burgerrechtelijke bevoegdheid af te schuiven naar de vrederechten, waar er niet meer werk is dan op de politierechtbanken, en die al over een structuur beschikken volgens de regels van het burgerlijk procesrecht zou men die hele reeks wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek en de rechterlijke inrichting, welke uit de artikelen 9 tot 15 van het ontwerp volgen, kunnen voorkomen.

Art. 14bis (nouveau)

Een artikel 14bis (nouveau) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 14bis. — In artikel 670, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de vrederechter of de politierechtbank" vervangen door de woorden "bij het bureau van de politierechtbank of de vrederechter". »

VERANTWOORDING

Wegens de omvang van de geschillen die voortaan onder de bevoegdheid van de politierechtbanken zullen vallen en het bedrag van de eisen tot schadeloosstelling waarover ze zich zowel op strafrechtelijk gebied (als het slachtoffer zich burgerlijke partij stelt dan wel rechtstreeks dagvaardt) als op louter burgerrechtelijk gebied zullen moeten uitspreken, lijkt het nodig bij die politierechtbanken onder de nieuwe regeling een bureau voor rechtsbijstand op te richten.

Wij zien namelijk niet in waarom de hele procedure inzake het toekennen of weigeren van rechtskundige bijstand die thans enkel bestaat voor de rechtbanken van eerste aanleg, de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel, voortaan ook niet zou vereist worden inzake de geschillen die aan de nieuwe politierechtbank worden voorgelegd (zie de artikelen 675 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek).

Art. 14ter (nouveau)

Een artikel 14ter (nouveau) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 14ter. — In artikel 675, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "de rechtbank van koophandel" en de woorden "richt de verzoeker" de woorden "en de politierechtbank" ingevoegd. »

VERANTWOORDING

Zie de verantwoording van het amendement waarbij een artikel 14bis (nouveau) wordt ingevoegd.

Art. 14quater (nouveau)

Een artikel 14quater (nouveau) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 14quater. — In artikel 688, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "wanneer het gaat om een beslissing van de vrederechter" vervangen door de woorden "wanneer het gaat om een beslissing van de vrederechter of wanneer het gaat om een beslissing in eerste aanleg gegeven door een bureau voor rechtsbijstand van een politierechtbank". »

VERANTWOORDING

Dit amendement vloeit voort uit het amendement tot invoeging van een artikel 14bis (het is noodzakelijk dat een bureau voor rechtsbijstand wordt opgericht bij de politierechtbanken volgens de nieuwe regeling).

Art. 14quinquies (nouveau)

Een artikel 14quinquies (nouveau) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 14quinquies. — In artikel 690, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "binnen tien dagen na de uitspraak" vervangen door de woorden "binnen vijftien dagen na de uitspraak". »

JUSTIFICATION

Même nécessité d'allonger les délais de recours et de les unifier (voir justification de l'amendement insérant un article 4bis). Ici aussi, il y a lieu d'assurer une défense plus aisée des droits des parties en allongeant ce délai de recours.

Art. 24bis (nouveau)

Insérer un article 24bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 24bis. — L'article 218 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

Art. 218. — Le coupable de faux témoignage en matière correctionnelle, en matière de police ainsi qu'en matière civile, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans. »

JUSTIFICATION

Si on peut admettre des différences entre l'importance des peines d'emprisonnement à prévoir pour le faux témoignage en matière criminelle et celle des peines à prévoir pour les délits en matière correctionnelle, il paraît cependant peu défendable de maintenir des différences de peines entre le faux témoignage en matière correctionnelle, en matière de police et en matière civile.

En effet, les compétences nouvelles que l'on se propose d'attribuer au tribunal de police, que ce soit sur le plan pénal ou sur le plan civil, ne justifient plus des taux de peine d'emprisonnement différents.

Par exemple : un faux témoignage en matière d'accident de roulage ayant entraîné des incapacités permanentes importantes ou un homicide involontaire. On ne peut prétendre qu'un faux témoignage, en de telles circonstances, n'entraîne pas des conséquences aussi graves que celles résultant du même faux témoignage à l'occasion de n'importe quel autre délit de la compétence d'un tribunal correctionnel, que ce soit sur le plan pénal ou sur le plan civil.

La modification proposée tient compte à la fois du taux de peine le plus bas et du taux de peine le plus élevé repris aux articles 218, 219 et 220 du Code pénal, laissant ainsi une grande liberté d'appréciation au juge.

D'autre part, les termes « soit contre le prévenu, soit en sa faveur » paraissent superflus.

Art. 38bis (nouveau)

Insérer un article 38bis (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 38bis. — Les articles 219 et 220 du Code pénal sont abrogés. »

Art. 38ter (nouveau)

Insérer un article 38ter (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 38ter. — Dans l'article 221 du même Code, in fine du 1^{er} alinéa, les mots " 219 et 220 " sont supprimés. »

JUSTIFICATION

Ces amendements résultent de la modification de l'article 218 du Code pénal proposée, c'est-à-dire de l'unification des taux de peine pour faux témoignage tant en matière correctionnelle et de police qu'en matière civile.

VERANTWOORDING

Zelfde noodzaak om de termijn voor het beroep te verlengen en eenvormig te maken (zie de verantwoording van het amendement tot invoeging van een artikel 4bis). Ook hier moet een betere verdediging van rechten van de partijen worden gewaarborgd en de termijn voor het beroep worden verlengd.

Art. 24bis (nieuw)

Een artikel 24bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 24bis. — Artikel 218 van het Strafwetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 218. — Hij die schuldig is aan een vals getuigenis in correctionele zaken, in politiezaken of in burgerlijke zaken wordt gestraft met gevangenisstraf van twee maanden tot vijf jaar. »

VERANTWOORDING

Een verschil in gevangenisstraf voor valse getuigenis in criminele zaken of in correctionele zaken is misschien verantwoord, maar het lijkt moeilijk aanvaardbaar dat een dergelijk verschil in stand wordt gehouden naargelang het valse getuigenis werd afgelegd in correctionele zaken, in politiezaken of in burgerlijke zaken.

Ingevolge de nieuwe bevoegdheden die aan de politierechtbanken zowel in strafzaken als in burgerlijke zaken worden toegekend, is een verschil in strafmaat inzake de op te leggen gevangenisstraffen niet langer verantwoord.

Gesteld dat een vals getuigenis werd afgelegd bij een verkeersongeval waardoor een aanzienlijke blijvende arbeidsongeschiktheid of een onopzettelijke doding veroorzaakt werd. Men kan toch niet staande houden dat een vals getuigenis in die omstandigheden niet tot even ernstige gevolgen leidt als een vals getuigenis naar aanleiding van om het even welk ander misdrijf dat tot de bevoegdheid van de correctionele rechtbank behoort, en zulks zowel op strafrechtelijk als op burgerrechtelijk gebied.

De voorgestelde wijziging houdt rekening met de laagste en met de hoogste straf gesteld in de artikelen 218, 219 en 220 van het Strafwetboek en verleent de rechter dan ook een grote vrijheid van beoordeling.

Voorts lijken de woorden « hetzij ten nadele, hetzij ten voordele van de verdachte » overbodig.

Art. 38bis (nieuw)

Een artikel 38bis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 38bis. — De artikelen 219 en 220 van het Strafwetboek worden opgeheven. »

Art. 38ter (nieuw)

Een artikel 38ter (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 38ter. — In artikel 221 van hetzelfde Wetboek worden in fine van het eerste lid de woorden " 219 en 220 " weggelaten. »

VERANTWOORDING

Deze amendementen vinden hun oorsprong in de bij artikel 218 van het Strafwetboek voorgestelde wijziging, met name de eenmaking van de strafmaat voor valse getuigenissen, zowel in correctionele en politiezaken als in burgerlijke zaken.

Art. 57 et 58

Supprimer ces articles.

JUSTIFICATION

Cet amendement découle de ceux proposant un article 12*bis* (nouveau) et supprimant les articles 9 à 15 du projet, qui font glisser la compétence civile prévue à l'article 13 du même projet (art. 601*bis*) du tribunal de police vers la justice de paix.

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Art. 57 en 58

Die artikelen weglaten.

VERANTWOORDING

Dit amendement vloeit voort uit het amendement tot invoeging van een nieuw artikel 12*bis* en uit het amendement tot weglating van de artikelen 9 tot 15 waarin de bij artikel 13 van hetzelfde ontwerp (art. 601*bis*) bedoelde burgerlijke aansprakelijkheid van de politierechtbank wordt overgedragen naar het vredegerecht.